

L'emploi

Par ailleurs, si nous pouvons pallier les pénuries de main-d'œuvre, particulièrement dans les secteurs hautement spécialisés, nous serons alors à même de stimuler l'activité économique, d'améliorer notre position concurrentielle sur le plan international, de réduire les pressions inflationnistes et d'assurer la formation et le recyclage des Canadiens, de façon à les faire profiter d'emplois intéressants et bien rémunérés qui seront générés par l'essor de notre pays. A noter encore que les régions y trouveront également leur compte. Justement, à ce propos, y a-t-il argument plus puéril que celui de certains «balkanisateurs» sans le savoir qui refusent une formation supérieure à certains de leurs concitoyens pour qu'ils aillent ensuite travailler dans d'autres provinces?

La grande noirceur était évidemment assez lointaine, mais en 1982 on trouve encore des gens pour dire en somme, de la formation oui, mais pas trop, si c'est pour aller s'en servir ailleurs. Va-t-on empêcher un travailleur québécois de se recycler sous prétexte qu'il court le risque d'obtenir un meilleur emploi dans une autre ville, voire une autre province? Et va-t-on prendre le risque de ne pas offrir de tels cours à nos travailleurs quand les propres besoins du Québec pourraient bientôt nous forcer à faire solliciter ailleurs les travailleurs que nous n'aurons pas formés dans cette province?

Monsieur le président, à mon avis, au sujet de la formation professionnelle, les stimulants financiers donnés aux employeurs au titre de la formation dans l'industrie doivent être modifiés en vue de simplifier la structure de l'aide, d'accélérer la formation dans les métiers en pénurie de main-d'œuvre spécialisée et d'encourager fortement la formation et le recyclage des femmes dans les métiers traditionnellement réservés aux hommes et des clients spéciaux, tels les autochtones et les personnes handicapées. Je crois que cette situation sera très intéressante pour les prochaines années.

● (2010)

[Traduction]

L'hon. Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur l'Orateur, ce qu'on reproche au gouvernement dans le débat d'aujourd'hui, c'est d'avoir négligé de propos délibéré de créer des possibilités d'emploi pour des centaines de milliers de Canadiens en quête de travail et aussi pour les milliers d'autres qui déboucheront sur le marché du travail au cours des prochains mois. Y a-t-il responsabilité plus fondamentale pour nous, députés, que de tenter de soulager cette terrible misère, ce gaspillage de potentiel humain, que le chômage impose à notre société aujourd'hui.

Une situation aussi pénible s'est rarement vue dans notre histoire. Les chiffres révèlent une réalité assez affligeante. Le 8 janvier dernier, soit la date la plus récente où furent publiées les données concernant le taux de chômage désaisonnalisé, on estimait que 1,026,000 personnes, soit plus de un million, étaient sans travail.

Et ce chiffre n'inclut pas les chômeurs non officiels, c'est-à-dire tous ceux qui, de guerre lasse, ont quitté les rangs de la population active. Après des mois et des années de quête infructueuse, ces gens-là ont tout simplement abandonné la partie. Si on tenait compte de tous les chômeurs non recensés, le chiffre officiel dépasserait de beaucoup le million. Leur nombre, estime-t-on, pourrait atteindre le chiffre effarant d'un million et demi.

Aujourd'hui, la radio et les journaux nous ont appris qu'un rapport préparé pour le ministère fédéral de l'Industrie et du Commerce prévoit que 175,000 Canadiens perdront leur emploi avant mars, et qu'un bien plus grand nombre le perdront au cours des deux mois suivants. Ces mises à pied frapperont surtout le secteur de la fabrication qui est concentré dans les provinces de l'Ontario et du Québec.

Quelle serait votre réaction en écoutant la radio ou en lisant le journal si, employé dans une entreprise de fabrication, vous appreniez une telle nouvelle? Je crois que d'un bout à l'autre du pays, la réaction serait partout la même que celle qu'ont eue les travailleurs du secteur manufacturier dans ces deux provinces.

Ils savent que leur sécurité est menacée, leur avenir assombri par l'incertitude. L'anxiété et la tristesse que suscitent ces sombres perspectives doivent les hanter. Des milliers de gens se demandent probablement s'ils ne seront pas les prochains à être mis à pied. Si cela leur arrivait, ils se demandent comment ils réussiraient à faire leurs paiements hypothécaires, à faire vivre convenablement leur famille et à trouver un autre emploi. Voilà ce que se demandent ce soir des milliers de Canadiens parce qu'ils vivent dans l'incertitude et l'insécurité sur le marché du travail aujourd'hui au Canada.

Hantés par ce genre d'incertitude, qui peut les blâmer si dans les semaines et les mois à venir leur productivité baisse ou s'ils soignent moins leur travail que d'habitude? Demain on publiera de nouveau les statistiques du chômage. Pas besoin d'être grand prophète, et personne certes ne s'en réjouit, pour deviner que ces chiffres révéleront une hausse du chômage.

D'après les conjectures actuelles, le nombre officiel des chômeurs pourrait probablement atteindre un million et demi avant l'été. C'est-à-dire un million et demi de chômeurs sur une population de 24 millions d'habitants, dont près de la moitié font partie de la population active. En d'autres termes, le huitième de la population active du Canada sera sans emploi.

Il suffit de songer aux conséquences économiques et sociales d'une telle recrudescence du chômage. Même si l'on s'en tenait à des considérations d'ordre financier, les conséquences seraient graves. Quand j'ai vérifié ces chiffres, on m'a dit que chaque travailleur canadien représentait en moyenne une tranche annuelle de \$20,000 du produit national brut, ce qui ferait un apport supplémentaire de 20 milliards de dollars au produit national brut si le million de travailleurs actuellement au chômage avaient un emploi. Songez un peu que notre déficit serait considérablement réduit si c'était le cas. Je me demande pourquoi le gouvernement ne comprend pas cela. Pourquoi ne décide-t-il pas de créer des possibilités d'emploi, de s'arranger pour que les chômeurs fassent à nouveau partie de la population active? Pourquoi ne décide-t-il pas d'emprunter cette voie?

M. Kelly: Il faut dépenser plus, augmenter le déficit.

Mlle MacDonald: Un autre député libéral de l'arrière-ban qui veut faire supporter tout le fardeau aux travailleurs canadiens et qui veut augmenter le nombre de chômeurs. Comment peut-on être aussi insensible?

M. Kelly: Augmenteriez-vous les impôts et les taxes? Dépenseriez-vous davantage?

M. McDermid: Nous dépenserions notre argent plus intelligemment.